



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
3 septembre 2019
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre
Cinquante et unième session
Santiago, 2-7 décembre 2019*

Point X de l'ordre du jour provisoire

Septième Dialogue sur l'action pour l'autonomisation climatique

Rapport succinct établi par le secrétariat

Résumé

Le septième Dialogue sur l'action pour l'autonomisation climatique s'est tenu à la cinquantième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, les 19 et 24 juin 2019. Le Dialogue a permis aux représentants des Parties, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et d'autres parties prenantes de progresser dans les consultations sur l'examen final du programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention et les moyens de renforcer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information de façon à renforcer également l'action engagée au titre de l'article 12 de l'Accord de Paris.

* Les dates de la session sont provisoires.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes		3
I. Introduction	1–4	4
A. Contexte et mandat	1–3	4
B. Suite à donner par l’Organe subsidiaire de mise en œuvre	4	4
II. Délibérations	5–9	4
III. Résumé des exposés et des débats.....	10–59	5
A. Ouverture du dialogue	10–12	5
B. Programme de travail de Doha et cadres internationaux	13–38	5
C. Renforcer l’action au titre de l’article 12 de l’Accord de Paris	39–58	12
D. Clôture du dialogue.....	59	16
IV. Prochaines étapes	60	16

Abréviations et acronymes

AAC	action pour l'autonomisation climatique
CDN	contribution déterminée au niveau national
COP	Conférence des Parties
NGO	organisation non gouvernementale
ODD	objectif de développement durable
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre

I. Introduction

A. Contexte et mandat

1. Réaffirmant l'importance de la formation, de la sensibilisation, de la participation du public et de l'accès de la population à l'information au sujet des changements climatiques et de la coopération internationale sur ces questions pour atteindre l'objectif ultime de la Convention, la Conférence des Parties (COP), à sa dix-huitième session, a adopté le programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention, et décidé de faire le point sur celui-ci en 2020 afin d'en évaluer l'efficacité, de repérer les lacunes et les besoins nouveaux, et d'éclairer toute décision visant à en améliorer l'efficacité, selon qu'il convient¹.

2. Par ailleurs, à sa dix-huitième session, la COP a demandé à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) de renforcer les activités relatives à l'article 6 de la Convention en organisant chaque année pendant sa session un dialogue sur l'article 6 de la Convention auquel participeraient les Parties, des représentants des organes compétents au titre de la Convention et les spécialistes, les praticiens et les acteurs intéressés pour faire part de leur expérience et échanger des idées, des bonnes pratiques et des enseignements au sujet de l'exécution du programme de travail de Doha². À la même session, la COP a aussi demandé au secrétariat d'établir un rapport succinct sur chaque réunion du dialogue³.

3. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris a prié le secrétariat d'organiser le septième Dialogue sur l'action pour l'autonomisation climatique (AAC) afin de promouvoir le débat sur l'examen final du programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention et les moyens de renforcer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information de façon à renforcer également l'action engagée au titre de l'article 12 de l'Accord de Paris⁴.

B. Suite à donner par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

4. Le SBI voudra peut-être examiner les renseignements figurant dans le présent rapport afin de déterminer la suite qu'il convient de leur donner.

II. Délibérations

5. Le septième Dialogue sur l'AAC (ci-après le Dialogue) s'est tenu pendant la cinquantième session du SBI, les 19 et 24 juin 2019. Il était demandé à la réunion de promouvoir le débat sur l'examen final du programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention et les moyens de renforcer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information de façon à renforcer également l'action engagée au titre de l'article 12 de l'Accord de Paris.

6. Plus de 100 participants représentant les Parties, les organisations intergouvernementales, les ONG, la jeunesse, les universités et d'autres acteurs ont assisté au Dialogue et échangé des bonnes pratiques et des enseignements découlant de l'application du programme de travail de Doha.

7. Le Président du SBI, Emmanuel Dumisani Dlamini (Eswatini), a présidé la réunion, avec l'assistance des cofacilitateurs et coordonnateurs nationaux de l'AAC Roberta Ianna (Italie) et Bob Natifu (Ouganda).

¹ Décision 15/CP.18, préambule et par. 1 et 2.

² Décision 15/CP.18, par. 9.

³ Décision 15/CP.18, par. 12.

⁴ Décision 17/CMA.1, par. 12 b).

8. Des exposés, les tables rondes et des groupes de travail ont été organisés d'après les thèmes suivants :

a) Bonnes pratiques, enseignements et lacunes et besoins nouveaux découlant de l'application du programme de travail de Doha ;

b) Moyens de renforcer l'action engagée au titre de l'article 12 de l'Accord de Paris.

9. L'ordre du jour de la réunion, l'ensemble des exposés et la retransmission à la demande de la réunion, ainsi qu'un article de presse sur le Dialogue⁵, peuvent être consultés sur le site Web de la Convention⁶.

III. Résumé des exposés et des débats

A. Ouverture du dialogue

10. Le Dialogue a été ouvert par les cofacilitateurs, qui ont souhaité la bienvenue aux participants et exposé les objectifs et la méthodologie.

11. Dans ses observations liminaires, le Secrétaire exécutif adjoint de la Convention a souligné que les changements climatiques sont une des questions les plus importantes qui soient pour les générations présentes et futures, et que l'AAC est fondamentale pour opérer la transformation à long terme vers un mode de vie sans émission nette de carbone, ce qui impose à chacun de participer aux solutions et d'agir pour le climat sur le terrain. En conclusion, il a invité les participants à continuer d'œuvrer de concert pour faire progresser l'AAC, de faire preuve d'inventivité et de faire entendre leur point de vue et leurs idées.

12. Dans un message vidéo enregistré, le Président du SBI a souligné que l'AAC vise à transformer les valeurs et les comportements et à renforcer la participation du public à la prise des décisions et à l'action dans le domaine climatique. Il a rappelé que les délibérations du Dialogue contribueront à l'examen final du programme de travail de Doha, auquel il sera procédé en 2020, et étudieront les mesures complémentaires susceptibles de renforcer l'AAC après 2020.

B. Programme de travail de Doha et cadres internationaux

1. Exposés

13. Un représentant du secrétariat a présenté une vue d'ensemble de l'AAC et de l'application du programme de travail de Doha au cours de la période de huit ans allant de 2012 à 2020. Le programme de travail de Doha définit un ensemble de principes directeurs et de domaines prioritaires qui a offert un cadre souple aux initiatives des pays concernant les six éléments de l'article 6 de la Convention : éducation, formation, sensibilisation, participation du public, accès de la population à l'information et coopération internationale. Gouvernements et acteurs autres que les Parties ont réalisé nombre de projets et initiatives d'autonomisation climatique aux échelons local, national, régional et international. En outre, l'AAC a été intégrée dans des processus internationaux : l'action au titre de l'article 12 de l'Accord de Paris, l'objectif de développement durable (ODD) n° 13 et la série de textes adoptée à Katowice. Le secrétariat a notamment organisé les activités internationales ci-après dans le cadre du programme de travail : sept dialogues de session annuels sur l'AAC ; des ateliers internationaux et régionaux à l'intention des coordonnateurs nationaux de l'AAC ; la mise au point de lignes directrices pour l'élaboration des stratégies nationales d'AAC ; deux journées thématiques au cours des sessions de la COP, la Journée de l'éducation et la Journée des jeunes et des générations futures ; des activités d'autonomisation des jeunes pour l'action climatique, telles que le

⁵ Voir <https://unfccc.int/news/governments-agree-to-strengthen-climate-education-awareness-and-public-engagement>.

⁶ <https://unfccc.int/event/7th-dialogue-on-action-for-climate-empowerment>.

concours mondial de vidéos de la jeunesse ; des forums de la jeunesse et des dialogues intergénérationnels ; et des ateliers et des manifestations sur le renforcement des capacités. Parmi les résultats de l'application du programme de travail de Doha, plus de 100 coordonnateurs nationaux de l'AAC ont été désignés, des stratégies nationales d'AAC ont été établies dans certains pays, et des activités d'autonomisation climatiques ont été menées par des gouvernements et des acteurs autres que les Parties.

14. Un représentant de l'UNESCO a présenté les activités de l'organisation sur l'éducation dans le domaine des changements climatiques. L'UNESCO aide les pays à intégrer les changements climatiques dans leur système éducatif par des conseils sur les politiques et des activités de renforcement des capacités à l'intention des décideurs et des enseignants. Elle offre un accès gratuit à des ressources d'enseignement et d'apprentissage sur les changements climatiques, par son centre d'échange d'information en ligne⁷. En outre, elle soutient l'action climatique par son Réseau des écoles associées, dans le cadre de son projet phare d'éducation sur le climat, auquel sont associées 285 écoles dans 25 pays. En 2019, un nouveau cadre sur l'éducation relative au développement durable, centré sur la réalisation des ODD à l'horizon 2020-2030, sera présenté pour adoption à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, selon cinq axes prioritaires : les politiques publiques, le cadre d'apprentissage, la formation des éducateurs, la jeunesse et les collectivités. Pour renforcer l'éducation dans le domaine des changements climatiques, l'UNESCO suggère de coordonner et de rendre synergiques le nouveau cadre pour l'éducation relative au développement durable et les priorités de l'AAC après 2020 ; de favoriser la coordination au niveau national entre le secteur éducatif et les entités nationales chargées de l'environnement et des changements climatiques ; et de mettre en place un suivi systématique et des rapports périodiques sur l'éducation dans le domaine des changements climatiques, ou de renforcer les modalités déjà prévues à cet effet.

15. Un représentant du Chili a fait un exposé sur les résultats de l'intégration par le pays de l'AAC dans ses politiques nationales relatives aux changements climatiques, y compris sa CDN. Le Chili a ouvert son processus d'élaboration des politiques à la participation du public au moyen de consultations en ligne, de réunions publiques et d'ateliers afin d'obtenir la contribution d'un certain nombre d'acteurs au moment d'élaborer ou de modifier les politiques nationales relatives aux changements climatiques. La CDN révisée du Chili prévoit une composante d'AAC dont l'objectif est de mieux sensibiliser, d'éduquer et de développer les compétences à l'appui du respect des engagements d'adaptation et d'atténuation. L'AAC a aussi été intégrée dans d'autres politiques climatiques nationales, dont la stratégie climatique à long terme du pays et la loi-cadre sur les changements climatiques, son plan d'action national et ses programmes sectoriels d'adaptation et d'atténuation. La nécessité de promouvoir la participation du public à la planification, à la mise en œuvre et au suivi de l'AAC, et d'y associer le secteur privé, les universités, les organisations de la société civile et d'autres acteurs, a été soulignée.

16. Un représentant du Ghana a présenté les résultats de la stratégie d'apprentissage sur les changements climatiques et l'économie verte élaborée et menée par son pays en application du programme de travail de Doha, par lequel les Parties ont été invitées à élaborer une stratégie nationale d'AAC⁸. Le Ghana a élaboré sa stratégie lors d'un processus consultatif de quinze mois, qui a consisté à évaluer les politiques et les initiatives d'apprentissage existantes, à recenser les besoins et les lacunes d'apprentissage, à organiser des consultations multisectorielles et multipartites et des ateliers techniques pour définir des priorités et des activités d'apprentissage, et à en assurer la validation technique et nationale par des groupes institutionnels multisectoriels. Les principaux avantages de sa stratégie concernent l'intégration des changements climatiques et de l'économie verte dans les programmes scolaires et les priorités de développement nationales, la tenue d'une semaine des changements climatiques et de l'économie verte, et la mobilisation de partenaires nationaux et internationaux dans la mise en œuvre de l'AAC. La mise au point d'une stratégie nationale d'AAC a été considérée comme un élément décisif de l'application de l'article 6 de la Convention et de l'article 12 de l'Accord de Paris.

⁷ <https://en.unesco.org/gap-esd-clearinghouse/about>.

⁸ Décision 15/CP.18, annexe, par. 22 d).

17. Un représentant de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche a présenté son bilan de l'intégration de l'AAC dans les politiques relatives aux changements climatiques et des changements climatiques dans les politiques d'éducation. Le Partenariat d'apprentissage Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques⁹ aide les Parties à élaborer des stratégies d'AAC nationales et favorise une conception systématique et stratégique de l'apprentissage sur les changements climatiques et l'exploitation des résultats de l'AAC pour parvenir aux objectifs d'adaptation et de réduction. Pour élaborer une stratégie d'AAC nationale efficace, il est recommandé :

- a) De promouvoir la collaboration multisectorielle et multipartite ;
- b) D'améliorer la visibilité de la stratégie didactique nationale sur les changements climatiques ;
- c) De renforcer la collaboration avec le secteur de l'éducation ;
- d) D'améliorer la capacité des établissements d'enseignement nationaux ou régionaux à dispenser un enseignement sur les changements climatiques ;
- e) De mobiliser des fonds pour la mise en œuvre de l'AAC au moyen de partenariats – il a été souligné que la coopération régionale et internationale est indispensable pour favoriser la mise en commun des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'élaboration de stratégies d'AAC.

2. Délibérations et conclusions des groupes de travail

18. Les participants ont été répartis en cinq groupes de travail, sur l'éducation, la formation, la sensibilisation, l'accès de la population à l'information et la participation du public, pour examiner les réalisations, les résultats probants et les principales lacunes et les mesures possibles pour y remédier.

a) *Éducation*

19. Les participants ont rendu compte d'un certain nombre d'activités éducatives : les pays ont, à titre d'exemple, intégré les changements climatiques dans leurs programmes d'enseignement officiels, formé des enseignants, conçu des supports pédagogiques et créé des programmes de licence et de master sur les changements climatiques. L'éducation non formelle et informelle sur le climat a été soutenue par divers acteurs, en favorisant la participation active du public, en particulier des jeunes et des populations locales. Les activités mentionnées qui ont bien fonctionné ont été notamment l'apprentissage mutuel, les ateliers de formation, les activités éducatives menées les jeunes et la société civile, la participation d'enseignants à l'élaboration de supports pédagogiques et la participation des écoles à l'action climatique. Au nombre des lacunes signalées, on mentionnera le manque de ressources financières, de moyens et de connaissances techniques au sein du secteur éducatif pour intégrer les changements climatiques dans les programmes d'enseignement ; la participation insuffisante du secteur éducatif à l'élaboration des politiques climatiques ; et le manque de coordination entre le secteur éducatif et les instances nationales chargées de la question des changements climatiques. Les mesures ci-après sont recommandées :

- a) Promouvoir une démarche d'apprentissage tout au long de la vie ;
- b) Intégrer les changements climatiques dans les programmes d'enseignement officiels, y compris les programmes d'enseignement primaire, secondaire, professionnel et supérieur ;
- c) Renforcer la collaboration et établir des partenariats entre le ministère de l'éducation et les instances chargées de la question des changements climatiques, en accordant une attention particulière à la mise au point d'une stratégie nationale d'AAC ;
- d) Renforcer les capacités des décideurs, des fonctionnaires de l'éducation et des enseignants par des activités de formation et d'échange de données d'expérience ;

⁹ <https://www.unclearn.org/>.

- e) Renforcer les établissements nationaux d'enseignement et de formation de façon à permettre l'apprentissage sur les changements climatiques ;
- f) Autonomiser les jeunes en tant qu'agents du changement au-delà du cadre éducatif ;
- g) Renforcer la mise en œuvre de l'éducation formelle, non formelle et informelle dans le domaine climatique au moyen de partenariats avec les universités, les jeunes, les organisations de la société civile et le secteur privé, notamment.

b) *Formation*

20. Les participants ont rendu compte d'un certain nombre d'activités relatives à la formation, parmi lesquelles des cours présentiels, des ateliers, des séminaires, la production de produits de connaissances et des activités formation en ligne sur l'atténuation, l'adaptation et les questions liées aux changements climatiques. On a estimé que la formation est fondamentale pour développer les compétences et les connaissances nécessaires à la transition vers un développement climatiquement neutre. Elle joue aussi un rôle important dans la sensibilisation de la population active aux préoccupations écologiques. On a constaté qu'une formation adaptée aux besoins précis de son public, la formation collégiale, et la formation dispensée par des ONG, des universités, des organisations de jeunesse et d'autres acteurs compétents, donnaient de bons résultats. Parallèlement, les problèmes ci-après ont été recensés : le manque de financement ; le déficit de connaissances et de compétences des décideurs, des autorités locales, et des agents publics, y compris au sein des ministères de l'éducation ; les obstacles d'ordre linguistique ; et l'accès limité à la formation en ligne lorsque la connexion à Internet est limitée. Les mesures ci-après sont recommandées :

- a) Former les fonctionnaires, les autorités locales, les journalistes, les enseignants, le secteur privé, les ONG, les jeunes et les populations locales sur la question des changements climatiques ;
- b) Adopter une démarche ascendante pour concevoir et réaliser des activités de formation adaptées aux besoins et aux connaissances du public ;
- c) Établir des partenariats avec des établissements de formation technique et professionnelle et une gamme diverse d'institutions, d'ONG, d'universités et d'organisations de jeunes pour mener la formation sur les questions climatiques ;
- d) Évaluer les résultats de la formation et montrer en quoi la formation a renforcé l'action climatique.

c) *Sensibilisation*

21. Les participants ont rendu compte d'un certain nombre d'activités de sensibilisation, parmi lesquelles des enquêtes sur les comportements, des campagnes d'information dans les médias, les campagnes visant à faire évoluer les comportements, des activités artistiques et culturelles, des manifestations publiques, des dialogues multipartites, des campagnes sur les réseaux sociaux, des simulations de négociations climatiques, des jeux et des réunions d'information. Il a été souligné que des mouvements internationaux tels que la grève scolaire pour le climat des « Vendredis pour l'avenir » ont permis à des enfants et des jeunes du monde entier la possibilité d'appeler l'attention sur la nécessité urgente de solutions climatiques. La prise de conscience encore limitée, le manque de financement, le manque d'information sur les moyens d'action individuels, et la désinformation sur les changements climatiques ont été mentionnés parmi les lacunes au chapitre de la sensibilisation. La conscientisation et l'autonomisation des personnes revêtent une importance primordiale pour favoriser une évolution des comportements vers des modes de vie et de consommation durables. Les mesures ci-après sont recommandées :

- a) Utiliser un discours positif qui comporte des messages adaptés au public visé ;
- b) Associer des spécialistes des sciences sociales à la communication relative aux changements climatiques ;

c) Associer moyens classiques et innovants de sensibilisation, y compris les réseaux sociaux.

d) *Accès à l'information*

22. Les participants ont rendu compte d'un certain nombre de moyens de diffusion de l'information relative aux changements climatiques, parmi lesquels des sites Web, des bases de données en libre accès, des manifestations publiques, des publications et des supports d'information, des vidéos, des campagnes sur les réseaux sociaux, des expositions dans des musées et des campagnes d'information sur les changements climatiques dans les médias. Certains pays ont des lois favorisant l'accès de la population à l'information, et d'autres disposent de mécanismes efficaces pour répondre aux demandes d'information. Les vidéos se sont avérées être un moyen efficace de communiquer avec le public jeune. Des lacunes ont été signalées pour ce qui est de disposer d'une information accessible et non technique, d'une information en plusieurs langues et d'une information adaptée à la communication dans les grands médias. Les mesures ci-après sont recommandées :

- a) Rendre l'information scientifique compréhensible et diffuser celle-ci par divers moyens ;
- b) Adapter l'information au public visé ;
- c) Évoquer les solutions, pas seulement les problèmes.

e) *Participation du public*

23. Les participants ont rendu compte d'un certain nombre d'activités de participation du public, parmi lesquelles des consultations en ligne, des manifestations publiques et des consultations avec des groupes locaux vulnérables aux changements climatiques, dont des peuples autochtones, des jeunes, des femmes, des acteurs du secteur public et du secteur privé, des groupes de la société civile et divers autres acteurs. Il a été souligné que la mise en œuvre de l'AAC et la participation du public sont des droits fondamentaux et jouent un rôle déterminant dans une riposte efficace aux changements climatiques. La consultation du public, les mécanismes de coordination multipartite, les instances de la jeunesse sur le climat, les mécanismes de décision locaux et les dialogues intergénérationnels, d'après les participants, fonctionnent bien ; mais la participation des acteurs concernés aux processus décisionnels a été insuffisante. Les mesures ci-après sont recommandées :

- a) Favoriser une participation multisectorielle et multipartite à la prise des décisions, y compris à la formulation des politiques climatiques, dont les CDN et les stratégies nationales d'AAC ;
- b) Associer à l'action climatique les groupes vulnérables aux changements climatiques et d'autres acteurs concernés, dont les femmes, les peuples autochtones, les jeunes, les acteurs du secteur public et du secteur privé, et les groupes de la société civile ;
- c) Promouvoir une approche fondée sur les droits et recourir à des stratégies descendantes et ascendantes et à des méthodes innovantes pour renforcer la participation du public.

24. À la suite des délibérations des groupes de travail, un représentant du secrétariat a souligné que les jeunes assument un rôle de premier plan pour faire comprendre l'urgence des changements climatiques, et que la difficulté, face à laquelle l'AAC a un rôle déterminant à jouer, est de faire comprendre au public que la crise climatique est réelle, et d'unir tous les secteurs de la société pour agir dans le domaine climatique. Il a invité les participants au Dialogue à relayer largement le message selon lequel la crise climatique peut être surmontée et l'effort doit être maintenu.

25. Dans un message vidéo enregistré, le Ministre de l'économie, du numérique, de l'innovation et de l'énergie de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Allemagne) a souligné le rôle que les autorités régionales doivent jouer en soutenant la mise en œuvre de l'AAC par une collaboration multisectorielle et des partenariats et des projets multipartites. Il s'est déclaré résolu à soutenir les priorités de l'AAC.

3. Tables rondes

a) *Le rôle des coordonnateurs de l'action pour l'autonomisation climatique et de la coopération internationale*

26. À propos du rôle des coordonnateurs nationaux de l'AAC et de la coopération internationale dans l'application du programme de travail de Doha, les experts ont examiné les réalisations, les résultats concluants, les principales difficultés rencontrées par les coordonnateurs nationaux de l'AAC dans l'application du programme de travail de Doha et les mesures possibles pour y remédier, et les mesures possibles pour renforcer la coopération internationale et le réseau des coordonnateurs nationaux de l'AAC.

27. Un représentant de la Commission européenne a souligné le rôle déterminant des coordonnateurs nationaux de l'AAC dans la coordination et l'application du programme de travail de Doha. Les ateliers régionaux sur l'ACC, à titre d'exemple celui que le Ministère italien de l'environnement a organisé en 2018, offrent un excellent moyen aux coordonnateurs nationaux, aux Parties et aux acteurs autres que les Parties d'échanger des bonnes pratiques. La coopération internationale et régionale est fondamentale pour accélérer la mise en œuvre de l'AAC après 2020, et il serait important d'enregistrer les bonnes pratiques et les enseignements dans un répertoire en ligne qui permettrait aussi de les diffuser.

28. Un représentant de la République dominicaine a souligné qu'il importe de promouvoir l'apprentissage mutuel, l'échange de connaissances et les activités de formation pour renforcer les compétences et les capacités des coordonnateurs nationaux de l'AAC. Il importe également d'encourager les Parties à désigner leurs coordonnateurs et de renforcer les réseaux mondiaux et régionaux de coordonnateurs. La République dominicaine a élaboré une stratégie nationale d'AAC, formé des enseignants au sujet des changements climatiques et participé à des campagnes de sensibilisation aux changements climatiques avec des pays du Groupe des 77 et de la Chine, ce qui peut inciter d'autres pays à transposer ces initiatives en fonction de leur situation nationale. L'une des tâches les plus importantes qui incombe aux coordonnateurs nationaux de l'AAC est de favoriser la coordination avec le secteur éducatif, y compris les ministères de l'éducation, pour faire en sorte que les politiques de mise en œuvre de l'AAC soient harmonisées et cohérentes.

29. Un représentant de l'Ouganda a indiqué que le coordonnateur de l'AAC du pays avait joué un rôle central dans l'élaboration de la stratégie nationale d'AAC, en encourageant une participation multipartite et en assurant la coordination avec d'autres acteurs institutionnels, dont le secteur éducatif. Parmi les principaux résultats, les capacités individuelles et institutionnelles ont été renforcées, et les changements climatiques ont été intégrés dans l'enseignement primaire ; parmi les difficultés, l'intervenant a cité le manque de financement, l'absence de coordonnateurs l'AAC dans nombre de pays et la difficulté à accéder à des supports et des outils en différentes langues. À l'avenir, les pays auront besoin de financement pour mettre en œuvre l'AAC, et les échanges de formation et le travail en réseau des coordonnateurs devront être facilités. Il a été suggéré de mettre en place un projet phare visant à soutenir l'innovation climatique impulsée par les jeunes, en aidant à créer un centre d'échange d'information en ligne et un championnat mondial annuel de débat sur l'AAC destiné aux écoles.

30. Un représentant du Japon a présenté l'action menée par le pays pour promouvoir la coopération internationale dans le cadre de la plateforme Asie-Pacifique pour l'adaptation aux changements climatiques¹⁰. La plateforme donne accès à des renseignements sur les bonnes pratiques, les outils et les supports existants, ainsi que sur l'organisation d'activités de renforcement des capacités, notamment de formation.

b) *Le rôle des acteurs autres que les Parties*

31. Un groupe multipartite constitué de représentants des gouvernements, d'organisations de la société civile, de la jeunesse, des musées et des autorités régionales et

¹⁰ <http://www.adaptation-platform.nies.go.jp/en/ap-plat/about/index.html>.

locales a débattu du rôle des acteurs autres que les Parties dans la mise en œuvre du programme de travail de Doha.

32. Un représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a estimé qu'il importe de promouvoir une participation multipartite à la prise des décisions et à l'action climatiques et à la mise en œuvre de l'AAC. Comme le montre l'exemple du British Youth Voice Steering Group, qui appuie la participation des jeunes en conseillant les pouvoirs publics sur les priorités, l'action future et les engagements en matière de changements climatiques, les jeunes jouent un rôle essentiel en suscitant une action climatique ambitieuse, et il est donc essentiel de développer leurs capacités et de les associer à la mise en œuvre de l'AAC.

33. Un représentant de la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement a souligné l'importance de la création de partenariats entre les organisations à but non lucratif, les gouvernements, le secteur privé et les organisations internationales pour promouvoir la mise en œuvre de l'AAC. À titre d'exemple, le colloque de l'AAC organisé par la Fondation en 2018 a réuni des représentants d'organisations de la société civile et de gouvernements pour débattre des lignes directrices relatives à l'élaboration des stratégies nationales d'AAC. Il a été indiqué que dans la mesure où les acteurs autres que les Parties réalisent nombre de projets et d'activités, il est indispensable qu'ils participent à l'élaboration des stratégies et des initiatives nationales d'AAC. La Fondation a lancé un centre de formation environnementale au Maroc.

34. Un représentant des ONG de jeunes a fait part de bonnes pratiques observées par les jeunes concernant la mise en œuvre de l'AAC, parmi lesquelles la Conférence de la jeunesse et des dialogues citoyens et des programmes d'éducation mondiaux qui font appel à l'apprentissage mutuel. Le mouvement des « Vendredis pour l'avenir » montre que les jeunes se soucient du climat. Concernant les priorités futures, il a été recommandé de promouvoir la participation du public et des jeunes sur les questions relatives aux changements climatiques, au-delà des seules consultations, comme acteurs à part entière des politiques menées et des décisions prises, ainsi que d'apporter un soutien financier à des programmes d'action climatique et de renforcement des capacités gérés par des jeunes. En outre, la nécessité d'un programme spécifique pour aider les Parties à réaliser des programmes d'aide aux jeunes et à faire participer le secteur privé à la mise en œuvre de l'AAC a été souligné.

35. Un représentant des musées a indiqué en quoi les institutions culturelles contribuent à la mise en œuvre du programme de travail de Doha. Il existe 55 000 musées dans le monde, dont certains organisent des activités sur les changements climatiques, notamment des expositions, pour présenter l'information scientifique sous une forme accessible, organisent des débats publics, et utilisent la culture et les arts pour informer les citoyens et les inciter à agir pour le climat. Comme il n'existe pas de mécanisme permettant aux acteurs autres que les Parties, dont font partie les musées, de rendre compte de leurs activités d'AAC, il serait utile d'établir des définitions claires et d'indiquer les résultats souhaités dans les six domaines de l'AAC et de concevoir des lignes directrices, y compris des modèles, sur la façon dont les Parties et les autres acteurs peuvent contribuer à l'AAC et en rendre compte.

36. Un représentant de la Fondation pour l'éducation à l'environnement, dont les membres sont répartis dans 77 pays, a présenté sa contribution à l'AAC, qui passe par des programmes sur les écoles vertes, la connaissance des forêts et les jeunes reporters pour l'environnement. Une démarche axée sur les solutions, a-t-il indiqué, est un moyen efficace de mobilisation pour l'action climatique. La Fondation a organisé une consultation sur l'AAC à la vingt-quatrième session de la Conférence à laquelle des recommandations ont été formulées pour l'AAC, concernant la formation des enseignants aux compétences nécessaires pour faire participer les apprenants à l'action climatique, la formation et le renforcement des capacités, pour favoriser une meilleure compréhension de la climatologie, la présentation positive et optimiste du problème des changements climatiques, et la production de supports pédagogiques conviviaux.

37. Un représentant du Conseil international pour les initiatives locales en matière d'environnement (ICLEI) – Les collectivités locales pour le développement durable a appelé l'attention sur le rôle fondamental que les autorités locales et régionales ont à jouer dans la mise en œuvre de l'AAC et l'action climatique. Les villes organisent des campagnes de sensibilisation, des activités de formation et des consultations publiques, et ainsi donnent accès à l'information et favorisent des solutions concrètes pour le climat. La Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie, à titre d'exemple, réunit des collectivités locales autour de trois grands objectifs : réduire les émissions de dioxyde de carbone, accroître la résilience aux changements climatiques et garantir l'accès de tous à une énergie durable, sûre et abordable. L'intervenant a indiqué que l'AAC est fondamentale pour atteindre ces objectifs.

38. Une représentante de l'Université de la Saskatchewan (Canada) a fait un exposé sur l'évaluation et le suivi de la mise en œuvre de l'AAC Accord. Elle a présenté les conclusions d'une étude de l'UNESCO sur les communications nationales les plus récentes ainsi que les CDN communiquées au titre de l'Accord de Paris. Pratiquement toutes les communications nationales abordent l'éducation relative au climat, et la moitié des activités relatives à l'AAC mentionnées dans les communications nationales ciblent le secteur éducatif formel. Il a été souligné qu'améliorer la qualité et de l'accessibilité des données quantitatives recueillies au moyen des communications nationales aiderait à fixer et respecter des objectifs précis pour l'éducation relative aux changements climatiques, tant sur le plan national que dans le cadre de la Convention. Cela faciliterait également le suivi au niveau mondial de la cible 1 de l'ODD 13 concernant l'éducation dans le domaine climatique et de la cible 7 de l'ODD 4 concernant l'éducation au développement durable.

C. Renforcer l'action au titre de l'article 12 de l'Accord de Paris

1. Introduction et exposé liminaire

39. La deuxième journée du Dialogue a été ouverte par les cofacilitateurs, qui en ont présenté l'objectif consistant à mettre en commun des données d'expérience, des idées et des recommandations concernant l'application de l'article 12 de l'Accord de Paris.

40. Un représentant du secrétariat a félicité les négociateurs pour la question de l'AAC d'être parvenus à un accord sur un projet de conclusions et un projet de décision, et d'être le premier groupe à achever ses travaux à la cinquantième session du SBI. Il a salué l'engagement et l'état d'esprit positif dont les Parties et les acteurs autres que les Parties ont fait preuve pour soutenir la mise en œuvre de l'AAC et a invité les pays à réexaminer et à actualiser leur CDN sur la base du Dialogue.

41. Au cours de son exposé liminaire, un représentant de Climate Outreach a dit que chacun, partout dans le monde a le droit de comprendre le phénomène des changements climatiques, les causes de celui-ci et les conséquences qu'il aura sur son existence. Il a fait observer que les changements climatiques et la communication sont des sciences distinctes, que la population ne comprend pas les changements climatiques par des faits et des chiffres mais par une mise en récit fondée sur le contexte particulier et les valeurs culturelles du groupe cible, et que si l'on veut réussir à mettre en place une communication capable de changer le cours des choses, il est nécessaire de réfléchir au-delà de l'information en tant que telle. Il faut un suivi des progrès de la mise en œuvre de l'AAC ainsi que de son intégration dans les CDN et les politiques climatiques.

2. Réunion-débat

42. Un groupe multipartite constitué de représentants des gouvernements, d'organisations de la société civile, de la jeunesse, d'universités, du Partenariat pour les CDN, du Comité de Paris sur le renforcement des capacités et du Fonds pour l'adaptation a débattu de mesures propres à renforcer l'application de l'article 12 de l'Accord de Paris. Les intervenants ont évoqué les mesures qui ont donné de bons résultats dans le cadre du programme de travail de Doha et pourraient être poursuivies après 2020, les objectifs que l'on cherche à atteindre après 2020, les besoins signalés et ce que l'on peut faire pour y répondre, et les interactions et les synergies susceptibles de renforcer la mise en œuvre de l'AAC.

43. Un représentant du Centre d'éducation pour l'environnement a estimé que les dialogues sur l'AAC ont particulièrement bien fonctionné et a donc proposé que l'on continue d'en organiser après 2020 au niveau international, en même temps que l'on commencerait à organiser des dialogues sur l'AAC aux échelons régional, national et local, tout en maintenant la participation des acteurs non parties. Étant donné qu'il est important de pouvoir mesurer et promouvoir l'impact et les retombées économiques de l'AAC dans le cadre de projets d'adaptation et d'atténuation, il est nécessaire d'investir dans la recherche, de réunir des études de cas et d'élaborer des supports et des outils multilingues. Le représentant a explicité la notion de « trace », qui évoque des retombées positives pour l'environnement, par opposition à celle d'« empreinte » qui a une connotation négative.

44. Un représentant de la Norvège a fait un exposé sur l'expérience acquise par son pays dans le cadre du programme de travail de Doha, y compris en diffusant l'information scientifique relative au climat en traduisant les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, en élaborant des versions accessibles et en les diffusant lors de manifestations publiques, en créant en Norvège le Groupe des enfants sur les changements climatiques, et en incluant des représentants de la société civile dans la délégation norvégienne lors des conférences sur les changements climatiques. Ces mesures ont bien fonctionné en Norvège et pourraient être transposées ailleurs en vue de renforcer l'application de l'article 12 de l'Accord de Paris.

45. Un représentant de l'Indonésie a déclaré qu'au cours des sept dernières années, le programme de travail de Doha avait offert un cadre à l'initiative des pays et leur avait donné la possibilité d'échanger des données d'expérience, des enseignements et des bonnes pratiques concernant les six éléments de l'AAC. En ce qui concerne l'AAC après 2020, il a été estimé que les pays en développement devraient définir leurs besoins de renforcement des capacités pour les mesures d'atténuation et d'adaptation. Les mesures possibles pour répondre aux besoins seraient de renforcer l'appui politique à un haut niveau, de promouvoir l'égalité des sexes dans la mise en œuvre de l'AAC et de faire des changements climatiques une priorité des activités nationales de recherche. Les élèves et les enseignants devraient être des agents du changement et des acteurs clefs de la communication relative aux changements climatiques.

46. Un représentant de l'Autriche a estimé que les dialogues sur l'AAC sont un mécanisme très utile qui offre aux Parties et aux acteurs autres que les Parties un espace de communication et d'échange de bonnes pratiques. Les activités du Gouvernement autrichien, en collaboration avec l'Alliance autrichienne pour le climat, ont consisté à produire des supports pédagogiques et des rapports, à organiser des manifestations pour le public et les médias, et à traduire des documents et des rapports sur les changements climatiques. La nécessité d'établir un plan d'action sur la réponse à apporter à ceux qui nient les changements climatiques a été évoquée. L'Autriche doit accueillir en 2019 une manifestation visant à faire mieux connaître l'AAC. Le rôle important des coordonnateurs nationaux de l'AAC a été souligné, et il a été proposé de renforcer le réseau des coordonnateurs et de favoriser la collaboration avec les acteurs concernés, notamment avec les jeunes.

47. Un représentant des ONG de jeunes a présenté des recommandations pour les activités relatives à l'AAC après 2020, y compris la désignation des coordonnateurs nationaux de l'AAC, la mobilisation et le renforcement de l'aide technique et financière à la mise en œuvre, le renforcement des compétences et des capacités des coordonnateurs de l'AAC, et la promotion de la participation multipartite. Des besoins ont été signalés en ce qui concerne la collaboration entre les coordonnateurs nationaux de l'AAC et les jeunes responsables, y compris la consultation sur la conception des projets nationaux, et en matière de formation et de renforcement des capacités. On a souligné la nécessité de promouvoir la collaboration intergénérationnelle et internationale et de poursuivre les dialogues sur l'AAC après 2020.

48. Un représentant de l'Université d'État de l'Oregon (États-Unis d'Amérique) a souligné que face aux changements climatiques, une transformation sociale est nécessaire, et il faut donner aux personnes les moyens d'agir. Concernant les priorités de l'AAC après 2020, il a été recommandé de créer un groupe de travail international qui ferait office de conseil consultatif sur les questions relatives à l'AAC, et d'aider les pays et les

coordonneurs nationaux de l'AAC à atteindre les objectifs de l'AAC. La nécessité de mobiliser les universités aux échelons international, régional, national et local pour soutenir l'AAC a été soulignée.

49. Un représentant du Partenariat pour les CDN a souligné la nécessité d'intégrer l'AAC dans les politiques relatives aux changements climatiques. Le processus d'examen des CDN offre aux Parties la possibilité de faire figurer l'AAC dans leurs CDN, et il est indispensable de faire œuvre de sensibilisation, d'éduquer la population, de former les acteurs concernés, de promouvoir la participation du public et de diffuser l'information pour réaliser efficacement les CDN. L'AAC peut améliorer la transparence de l'action climatique et favoriser la mise en œuvre de politiques climatiques. Les gouvernements ont été invités à promouvoir une participation multipartite à ce processus.

50. Une représentante du Comité de Paris pour le renforcement des capacités a constaté que les campagnes d'information et les programmes de sensibilisation utiles vont en augmentant, et que plusieurs programmes d'éducation et de formation ont été lancés. Il est nécessaire de renforcer les capacités des pays en développement, de mettre en commun les bonnes pratiques et les connaissances, et de renforcer la participation des universités et des centres de recherche. Elle a souligné l'importance d'une collaboration entre le Comité de Paris pour le renforcement des capacités et le SBI concernant l'AAC et d'une coordination intersectorielle sur les questions relatives aux changements climatiques.

51. Un représentant des pays les moins avancés et du Groupe des États d'Afrique a souligné la nécessité d'une assistance technique et financière, et le fait qu'il est important de définir des objectifs, des niveaux de référence et des indicateurs pour suivre et mesurer les progrès de la mise en œuvre de l'AAC. Les besoins ci-après ont été indiqués : désigner les coordonneurs nationaux de l'AAC et soutenir leurs activités, y compris la mise au point de stratégies nationales d'AAC et l'intégration de l'AAC dans les CDN ; mettre en commun les connaissances et les bonnes pratiques ; et renforcer les capacités des organisations de jeunes.

52. Un représentant du Fonds pour l'adaptation a constaté que bon nombre de projets d'adaptation prévoient des activités de sensibilisation ou de formation et des partenariats avec des universités locales. Il a indiqué que l'organisation de réunions d'échange d'information a facilité l'apprentissage mutuel et la mise en commun des résultats et des enseignements des projets d'adaptation.

3. Délibérations des groupes de travail et conclusions

53. Les participants ont été répartis en cinq groupes de travail, sur les politiques, les outils et l'appui, le rôle des acteurs autres que les Parties, le suivi des progrès et les rapports, et la coopération internationale, afin de débattre des mesures qui ont donné de bons résultats dans le cadre du programme de travail de Doha et pourraient être poursuivies après 2020, des objectifs que l'on cherche à atteindre après 2020, et des besoins et de ce que l'on peut faire pour y répondre.

54. Le groupe de travail sur les politiques a évoqué la nécessité d'intégrer l'AAC dans les politiques relatives aux changements climatiques ainsi que d'intégrer les changements climatiques dans l'éducation et les programmes d'enseignement à tous les niveaux. La nécessité d'intégrer tous les éléments de l'AAC dans les CDN révisées a été soulignée, ainsi que différents besoins quant à la mise au point de lignes directrices sur l'intégration de l'AAC dans les CDN, l'échange de données d'expérience entre les pays, la formation et le renforcement des capacités des coordonneurs nationaux de l'AAC et la diffusion de renseignements sur l'AAC sur le portail des CDN. Les pays disposant d'une stratégie nationale d'AAC ont de bonnes chances d'avoir amélioré la coordination entre leur secteur éducatif et les parties prenantes, adopté une conception stratégique et à long terme de l'AAC alignée sur les politiques nationales, défini les besoins et les priorités, établi des partenariats pour la mise en œuvre, mobilisé un financement national et international, et incité les parties prenantes à rendre compte des activités d'AAC. La nécessité d'aider les pays en développement sur les plans techniques et financier à élaborer et appliquer des stratégies d'AAC a été soulignée, ainsi que la nécessité d'adopter une démarche participative multipartite, multisectorielle, multigouvernance et intergénérationnelle,

accompagnée de consultations et de mécanismes de coordination entre les pouvoirs publics et les acteurs concernés, dont la société civile et les organisations culturelles, les universités, le secteur privé, les femmes et les jeunes.

55. Le groupe de travail chargé de la question des outils et de l'appui a évoqué la nécessité d'offrir des supports, des outils et des produits des connaissances adaptés aux coordonnateurs nationaux de l'AAC, aux pouvoirs publics, aux parties prenantes, aux établissements d'enseignement scolaire et universitaire et aux jeunes, qui soient conçus par des équipes interdisciplinaires, disponibles dans toutes les langues officielles de l'ONU et dans d'autres langues, et adaptés en fonction de la langue, de la situation, de la culture et des besoins locaux. Les participants ont estimé nécessaire une mise en récit de l'AAC accompagnée de messages clefs, et d'une plateforme en ligne pour la mise en commun de bonnes pratiques, d'études de cas, de modèles et de méthodes et l'évaluation et le suivi des progrès. Le niveau de compréhension des enjeux climatiques doit être amélioré, à l'aide d'outils et de supports conviviaux accessibles en ligne. Les plateformes de réseaux sociaux peuvent être utiles dans certains pays pour diffuser l'information. L'utilisation et l'impact de ces outils et supports devraient faire l'objet d'un suivi et de travaux de recherche interdisciplinaires.

56. Le groupe de travail chargé d'étudier le rôle des acteurs autres que les Parties a évoqué la participation croissante des organisations de la société civile, parmi lesquelles les groupes de jeunes, les universités et les musées, à la mise en œuvre de l'AAC dans le monde. Concernant les priorités de l'AAC après 2020, une participation multisectorielle accrue est nécessaire pour promouvoir la coordination et la collaboration au niveau national entre les coordonnateurs de l'AAC et les parties prenantes. Il a été proposé de mettre en place un partenariat public-privé pour renforcer l'AAC, y compris la création d'un conseil consultatif de l'AAC et le lancement d'un réseau international des acteurs autres que les Parties, ces deux éléments étant susceptibles de faciliter la mise en œuvre de l'AAC. Des moyens novateurs de mobiliser les acteurs et de mettre en commun les pratiques doivent être recherchés. Les ateliers et les dialogues sur l'AAC offrent une possibilité de participation des acteurs autres que les Parties et doivent être poursuivis et renforcés. Il est fondamental que les acteurs autres que les Parties participent à la formulation et à la réalisation des CDN et des stratégies nationales. Il a été souligné que les éléments de l'AAC concernent aussi les droits de l'homme.

57. Le groupe de travail chargé du suivi des progrès et des rapports a indiqué qu'il est nécessaire de faire fond sur la mise en œuvre du programme de travail de Doha pour mesurer les réalisations, définir un projet commun assorti d'objectifs concrets pour les activités d'AAC après 2020 et définir des indicateurs, des méthodes et des outils pour suivre les progrès. Un recueil d'études de cas serait utile. Les progrès de l'AAC menée par les gouvernements nationaux, ainsi que les acteurs autres que les Parties, pourraient être suivis à partir de lignes directrices et de modèles spécifiques. Il est important de faire appel à des méthodes quantitatives et qualitatives, y compris à des enquêtes, pour mesurer l'impact. La présentation de renseignements sur l'AAC dans le cadre des communications nationales et des CDN devraient être améliorée. On a estimé qu'il existe encore des lacunes dans l'information relative à l'AAC présentée dans leurs communications nationales par les pays développés et les pays en développement, d'où la nécessité de mettre au point des lignes directrices concernant la présentation de renseignements sur les activités relatives à l'AAC.

58. Le groupe de travail sur la coopération internationale a évoqué le rôle décisif que la coopération internationale jouera dans la mise en œuvre des priorités de l'AAC après 2020. La coopération internationale devrait favoriser la collaboration entre les Parties, les gouvernements et les autres acteurs de l'AAC. Il a été recommandé de poursuivre les dialogues de session annuels sur l'AAC. Les recommandations pour la suite des activités consistent à mettre l'accent sur la coopération régionale, créer un portail de l'AAC, renforcer les compétences et les capacités des coordonnateurs nationaux de l'AAC, organiser des ateliers régionaux et des semaines du climat, créer un conseil consultatif de l'AAC, organiser des activités virtuelles, et mobiliser une aide technique et un financement spécifique pour l'AAC, éventuellement sous la forme d'un appui du Fonds vert pour le climat et d'autres sources.

D. Clôture du dialogue

59. Un représentant de l'Action mondiale pour le climat auprès du secrétariat a remercié les cofacilitateurs pour la compétence avec laquelle ils ont animé les débats et les participants pour leurs contributions très utiles. Un représentant de la future présidence chilienne de la Conférence des Parties a invité les participants à assister à la vingt-cinquième session, où le cadre de référence de l'examen du programme de travail de Doha doit être adopté et où il sera particulièrement question de l'AAC à l'occasion de la Journée des jeunes et des générations futures et de la Journée de l'éducation.

IV. Prochaines étapes

60. Les Parties et les acteurs autres que les Parties voudront peut-être utiliser les renseignements figurant dans le présent rapport aux fins de planifier, de concevoir et de réaliser des activités d'AAC.
